

Tribunal populaire le lundi 25 septembre à 14h

Suite à l'évacuation de la fac par la police (le lundi 11 septembre), nous avons décidé de convoquer le président monsieur Miossec ainsi que ces collaborateurs à un tribunal populaire, devant le bâtiment administratif le lundi 25 septembre à 14h. Ces messieurs mesdames pourront ainsi répondre à nos questions publiquement, cela changera des conseils d'Administration autorisés où seuls quelques « élus » peuvent décider du fonctionnement et de la gestion de la fac... En appelant au débat public, nous sommes totalement en phase avec le premier ministre du gouvernement De Villepin qui souhaite « réformer le dialogue social »... Nous comprendrions donc mal que la hiérarchie administrative décline notre invitation.

Dores et déjà, nous trouvons scandaleux que les dirigeants de la fac aient appelés la police pour nous déloger alors que nous campions tranquillement sur les pelouses de la fac et distribuions des tracts et des brochures, bref qu'on interpellait des gens, qu'on leur expliquait pourquoi on avait décidé d'occuper la fac, de planter des tentes, voire de se remettre en grève. Pour nous, l'occupation permet aux gens de se rencontrer et de discuter concrètement non seulement des problèmes de la fac (payer ses droits d'inscription et de sécu, participer à des concours et se faire contrôler, examiner, sélectionner, sans parler des contenus idéologiques des enseignements) mais aussi de l'ensemble des problèmes générés par la société capitaliste. Ce sont ces discussions qui permettent ensuite de réaliser des actions de masse (ou non) pour contrer et abattre cette société capitaliste productrice de mort. Or en appelant encore les flics, comme en avril dernier, on dirait que l'Administration fait tout pour empêcher les gens de se rassembler et discuter politique. Elle fait tout pour censurer la critique par la violence physique (police, vigiles) ou symbolique (de par sa position institutionnelle dans la hiérarchie du pouvoir). L'Administration a peur de la contestation (cf. les déclarations de Marie-Paul Masson dans le Midi Libre du mercredi 13 septembre, p5) :

« En retrouvant les jusqu'au-boutistes du mouvement anti-CPE du printemps dernier [ceux qui veulent détruire la hiérarchie, l'Etat, la propriété privée, l'échange marchand, la division « scientifique » du travail, bref les classes sociales] nous avons compris que nous ne pouvions pas répondre à leurs revendications. [En effet, nous n'attendons rien de l'Administration sinon sa disparition totale et définitive !] Nous sommes évidemment sensibles aux problèmes de logement mais l'université n'est pas compétente en terme de logement. Cela relève du conseil régional. [Comme d'habitude, les serviteurs de l'Etat se renvoient la balle des responsabilités] Concernant la suppression des droits d'inscription [et de sécurité sociale], la politique universitaire est à l'écoute des étudiants en difficulté financière. »

De quelle « écoute » madame Masson ose-t-elle parler ? Des discussions avec les flics ?.. Et puis madame Masson se demande-t-elle ce qui conditionne ces difficultés financières ? A-t-elle connaissance de ce qu'est la société capitaliste ? Sans aucun doute car l'université contribue à propager cette logique avec les systèmes de crédits, d'investissements, des ECUEs, de capitalisations du savoir, de postes aux concours, de diplômes, de sélection et d'insertions professionnelles...

Enfin, comment madame Masson justifie-t-elle le recours aux forces de police ? : *« Notre préoccupation était de ne pas les laisser s'installer pour la nuit. A trop attendre, on craignait un effet boule de neige, gênant pour la réputation de l'université en cette période d'accueil des premières années. »* Ainsi, Madame Masson remet explicitement en cause « le droit de grève », c'est à dire la remise en cause individuelle et collective des institutions dans lesquelles nous vivons. Face à cette pègre contestataire de SDF, de chômeurs, d'immigrés, d'étudiants et salariés précaires, madame Masson baigne dans la mort de la société marchande spectaculaire, elle choisit l'apparence d'un élitisme aseptisé qui enterre toute pensée critique pour vendre des kilos d'étudiant-robots sur le marché capitaliste du travail.

Peut-être avons-nous mal compris !? Nous appelons les soi-disant « responsables » de l'Administration à venir répondre publiquement de leurs actes et de leurs pensées.